

Les limbes de la dette.
Crise économique et mouvements sociaux : des banquiers de Wall Street
aux militants espagnols

Alors que la crise de 2008 n'avait pas encore éclaté, ni engendré son cortège de contestations, le milliardaire Warren Buffet décrivait déjà les produits financiers comme des « armes de destruction massive, porteuses de menaces en sommeil mais potentiellement mortelles ».¹ Quelques années plus tard, ces menaces financières se sont réveillées et ont nourri un long cycle de révoltes – de l'occupation de la place Syntagma, au centre d'Athènes, à Occupy Wall Street, aux États-Unis, en passant par les Indignés espagnols et la Révolution des casseroles islandaises. Elles ont installé deux questions au cœur des univers militants : l'importance centrale des dettes dans les formes de domination actuelles, conduisant à des situations de grande pauvreté, d'isolement, de souffrance physique et psychique ; l'essor d'une vague de contestations des dettes, en dehors des appareils politiques et syndicaux, pouvant laisser croire à l'apparition de « nouveaux » mouvements sociaux, comparables à ceux qu'analysaient certains théoriciens des années 1970 (Touraine 1978 ; Bell 1999 [1976] ; Ellul 2011 [1971]) – dont on sait aujourd'hui qu'ils étaient en réalité forts anciens (Calhoun 1993). Sans créer des luttes *ex nihilo*, ni se substituer aux conflits du travail auxquels elles sont toujours liées, les dettes jouent aujourd'hui un rôle de politisation des classes populaires, en renouvelant leurs stratégies militantes et en provoquant des

¹ Berkshire Hathaway Inc. 2002 Annual Report, p. 15. Warren Buffet ne sera consacré par *Forbes* comme l'homme le plus riche du monde qu'en 2008. Cf. Matthew Miller (2008), "Gates No Longer World's Richest Man", 5 mars 2008.

reconversions syndicales et politiques. Ce rôle de la dette est cependant énigmatique, car l'endettement permet, le plus souvent, de neutraliser les contestations en maintenant de larges fractions de la population dans un état de dépendance tout en leur donnant accès à des biens de consommation – voitures, logements, marchandises diverses – inaccessibles par les seuls salaires. Comment cet outil financier, qui ouvre les portes de la petite propriété et de l'ascension sociale, s'est-il récemment transformé en une cible centrale des luttes sociales, en modifiant les trajectoires de militants qui non seulement décortiquent les mécanismes économiques mais pratiquent activement la « grève de la dette » ?

Il y a de nombreuses manières d'aborder ces mouvements de contestation des dettes. On peut en dresser la grande fresque depuis la Mésopotamie antique (Graeber 2013), quand se pratiquait déjà l'effacement massif des dettes. On peut insister sur la remise en cause des dettes souveraines par les États dominés (Toussaint 2017), en attirant l'attention sur les campagnes internationales pour l'abolition des dettes, comme celle du Jubilé 2000 (Baillot 2017). On peut enfin chercher à comprendre comment se mobilisent certains groupes surendettés : paysans mexicains du Barzón (Williams 1996), femmes indiennes qui subvertissent la microfinance (Guérin 2011), quartiers noirs de Johannesburg qui se débattent dans des réseaux de dette informelle (Krige 2011), étudiants des États-Unis qui animent Strike Debt (Bissonnette 2018 ; Zaloom 2019), propriétaires de logements menacés d'expulsion en Espagne (Gonick 2015 ; Palomera 2014). Les historiens connaissent bien l'ancienneté de la dette comme moteur des révoltes, que l'on rencontre bien avant celle des *loan sharks* aux États-Unis, ces usuriers si controversés au début du XXe siècle (Bittmann 2018) : des « sécessions de la plèbe » surendettée dans l'Empire romain, dès le Ve siècle avant J.C., à la révolte Shocho des paysans japonais en 1428, les exemples foisonnent. Mais la réapparition récente de la dette comme enjeu militant central, dans le sillage de la crise de 2008, engendre des repositionnements face à un ennemi – le créancier – et à un objet – la dette – qui sont d'autant plus difficiles à cerner qu'ils font partie de circuits financiers internationaux lointains et complexes. L'identité même du créancier est souvent insaisissable. Comme le formule une femme surendettée de Madrid : rachetée par des investisseurs inconnus, sa dette s'est retrouvée « dans les limbes », *en el limbo*. Le mot « limbes » – dérivé du latin *limbus* pour « frange », « marge » – renvoie dans plusieurs religions à un espace intermédiaire entre la mort et la vie, le paradis et l'enfer : il désigne non seulement l'indétermination juridique de dettes dont on ne sait plus qui sont les propriétaires, car elles ont été revendues plusieurs fois, mais aussi la désorientation des endettés, qui nourrit leur colère, leur militantisme, et permet de contester la légitimité des banques.

Pour comprendre ces « limbes de la dette », on se focalisera sur une innovation technologique au cœur de la crise de 2008 : la titrisation, qui consiste à regrouper des milliers de dettes pour les revendre, sous forme de « titres », à des investisseurs internationaux, et a rendu les dettes liquides, invisibles, hors de contrôle. Les banques qui font signer ces crédits titrisés aux familles peuvent ainsi se financer facilement, et potentiellement sans limites, tout en se déchargeant des risques de défaut de paiement. Cette technologie a joué un rôle central dans le monde de la finance, qui s'est lancé dans un travail d'orfèvrerie de la dette populaire pour la rendre plus fluide, et donc aisément revendable, en mobilisant les compétences de scientifiques, de juristes et de politiciens. Les mondes militants se sont retrouvés confrontés à un problème dévastateur pour l'économie des classes populaires, désormais surendettées, dépossédées et expulsées de leurs logements, car la titrisation concerne prioritairement les crédits immobiliers. Par ce mécanisme de dissémination des dettes, les stratégies des banques de Wall Street ont contribué à la transformation des militants espagnols, à des milliers de kilomètres de distance et après plusieurs décennies. Dans cette circulation internationale, la dette a traversé l'océan atlantique par deux fois : dans un sens, par l'exportation en Espagne de la technologie de la titrisation ; dans l'autre, par le rachat des dettes espagnoles titrisées par les grandes banques puis les fonds d'investissements. Les nouvelles organisations militantes issues de la crise, qu'il s'agisse du mouvement des Indignés, en 2011, de Podemos, en 2013, et surtout de la Plateforme des Victimes du Crédit – la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH), créée en 2009, sur laquelle on se concentrera ici – ont fait de la dette un thème majeur de mobilisation. Cette irruption a bouleversé les anciennes associations, partis et syndicats, qui se sont positionnées contre les dettes et dont de nombreux militants ont rejoint la PAH. Au minutieux travail de fabrication de la *liquidité de la dette*, les militants de la PAH ont opposé les mots d'ordre de *liquidation de la dette*, en s'attachant à défaire cette liquidité pour en montrer l'architecture sous-jacente. Identifiée, réassignée à des individus et à des organisations concrètes, la dette réputée immatérielle sort de ses « limbes ». Elle devient vulnérable, contestable, annulable.

Le problème théorique de la dette et l'économisme paradoxal des sciences sociales

La multiplication des travaux sur la dette a conduit certains à se demander s'il ne s'agirait pas d'une forme de domination sociale spécifique, aussi importante, voire plus déterminante, que les relations salariales. Lazzarato (2011) parle de la « fabrique de l'homme endetté » et LiPuma d'une finance « en train de remplacer la production comme dynamique du capitalisme » (LiPuma 2017, p. 1). Pour Ross, nous croulons sous une dette « existentielle » contrôlée par une « classe de

créditeurs » désormais à la tête d'une « créditocratie » (Ross 2013), qu'on ne pourrait renverser qu'en changeant de méthode, par exemple à partir du « manuel des résistants de la dette » – *Debt Resisters' Operation Manual* – du mouvement Strike Debt, qui prône la « grève de la dette » (Ross 2014). Lapavitsas (2013) est plus nuancé. Tout en reconnaissant que la financiarisation est une transformation structurelle du capitalisme, il s'appuie sur Marx – qui affirme dans le livre III du *Capital* que l'endettement est une « exploitation secondaire » – pour dire qu'il n'existe pas de « dictature des financiers » (Lapavitsas 2013, p. 102). D'autres le rejoignent, notamment Bissonette, qui parle à juste titre d'une « concaténation des formes de l'exploitation et de la conflictualité liées au travail, d'une part, et à l'endettement, d'autre part » : « la dette n'est rien de plus en effet qu'une prétention du créancier à pouvoir toucher le salaire futur du débiteur » (2018, p. 120). L'étude d'un mouvement de fond comme celui qui est né en Espagne et s'est cristallisé autour de la PAH permet de clarifier ces questions, en montrant – sans prétendre que la finance a remplacé l'industrie, et la dette le salariat, car il faut bien des salaires pour payer les dettes – qu'il y a eu un net déplacement des points les plus vifs de la contestation sociale. Ces déplacements ne peuvent être dissociés d'une analyse des produits financiers et des professions chargées de les élaborer, comme le montrent les travaux qui étudient les deux facettes de l'endettement (Lacan, Lazarus, Perrin-Herredia et Plot 2009).

On pourrait s'attendre à ce que les enjeux économiques nourrissent des modèles sociologiques solidement équipés pour comprendre les luttes sociales. C'est loin d'être le cas. Il y a une approche paradoxale, qui consiste à importer des concepts économiques tout en les vidant de leur contenu, pour penser les mouvements sociaux par analogie avec l'économie. Les approches classiques de McAdam et Zald (1977, p. 1234-1236), dont le paradigme de la mobilisation des ressources domine la sociologie des mouvements sociaux, parlent d'« industrie », de « secteurs » et d'« entreprises » des mouvements sociaux en compétition pour la différenciation de leurs « produits ». La notion d'« entrepreneur de cause » de Cobb et Elder ([1972] 1983) est devenue monnaie courante. On parle d'« offre » et de « demande » militante, comme si l'engagement était un marché (Owen 2019, p. 4 et 6), et on ne compte plus les références à la notion de « capital militant », à partir de la théorie bourdieusienne des champs (Matonti et Poupeau 2004). Dans ces schémas, l'économie finit par être omniprésente métaphoriquement mais absente causalement. Cette disparition – en particulier de l'économie politique – a déjà été soulignée par des chercheurs qui essaient d'inverser la tendance (Stanley 2013 ; Della Porta 2015 ; Goodwin et Hetland 2019). Cela n'a pas toujours été le cas, non seulement de la part des matérialistes historiques, mais aussi de la part de ceux qui essayaient, il y a quelques décennies, de cerner les causes économiques des luttes, à commencer par McAdam

lui-même, qui reliait le mouvement des droits civiques américains à l'effondrement de l'économie de plantation (McAdam 1999 [1982]), avant de résoudre ce sol explicatif pourtant fertile. On s'efforcera, ici, d'étudier les mécanismes économiques en tant que tels, à partir de l'exemple du processus de titrisation des dettes, pratiqué par les banques, puis incorporé aux enjeux militants.

S'orienter dans les limbes : choix de méthode

En guise de cadrage statistique, nécessaire ici, on utilisera deux séries de sources. Les premières sont les données officielles de banques ou d'institutions nationales : les chiffres de l'Institut National des Statistiques (INE) espagnol, du Conseil Général du Pouvoir Judiciaire (CGPJ) et des fonds de titrisation de la Comición Nacional del Mercado de Valores (CNMV), la bourse de Madrid. Les secondes sont le résultat d'un questionnaire de 50 questions distribué dans douze assemblées générales de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH).² Depuis sa création en février 2009, la PAH est présente dans plus de deux cents villes, elle bloque physiquement les expulsions de logements pour crédits impayés en affrontant les forces de l'ordre, occupe les banques pour annuler les dettes et fait des apparitions médiatisées dans les institutions, du Congrès espagnol au Parlement européen. De nombreux membres d'autres organisations – syndicales, politiques, associatives, de consommateurs – se sont retrouvés dans ce vivier de recomposition militante, mais sa principale réussite a consisté à attirer à elle des dizaines de milliers de familles surendettées dont le questionnaire cherchait à mieux comprendre les caractéristiques, essentiellement sous l'angle de la dette. Les résultats du formulaire, renseigné entre mai 2016 et février 2017 par 568 personnes surendettées,³ ou *afectados*, « affectés » par les dettes – concernant 387 crédits immobiliers – permettent de préciser les caractéristiques sociales des membres de la PAH : 51% de femmes, 48 % de migrants, 64 % de diplômés inférieurs au bac, 95 % de plus de trente ans. Dans un pays où, la même année, les migrants représentent 13 % de la population, où 56 % de la population n'a pas le bac et où 70 % a plus de trente ans, on mesure que le surendettement a essentiellement frappé les familles de milieux populaires. Les revenus, de 1 278 euros mensuels avant la crise, sont tombés à 644 euros, à cause d'un taux de chômage passé de 1,3 % à 46,3 % entre 2007 et 2016 – contre 9 % et 18,6 % à l'échelle du pays.

² Il s'agissait d'assemblées générales hebdomadaires de la PAH à Alicante, Barcelone, Bilbao, Cartagène, Gijón, Hospitalet, Madrid, Málaga, Gérone, Tarragone, Terrassa, Tolède. Les lieux ont été choisis pour obtenir un échantillon représentatif de l'ensemble des endettés de la PAH en Espagne, incluant des villes de tailles variables.

³ Selon les assemblées générales, les taux de réponse au questionnaire oscillent de 70 % à 90 % - il est difficile d'établir un taux de réponse plus précis étant donnée la grande fluctuation de la présence dans les assemblées, entre le début et la fin des réunions. Il s'agissait d'un questionnaire renseigné par les familles elles-mêmes, directement sur place, avec l'aide des militants, en s'appuyant, quand cela était nécessaire, sur les documents des banques.

Les 387 crédits des ménages, eux, sont souvent impossibles à rembourser car ils s'élevaient à 204 421 € en moyenne, pour des frais mensuels oscillant entre 706 € et 1076 € – supérieurs, donc aux revenus des individus et souvent même des familles entières. Cette impasse financière ne peut, par ailleurs, pas être surmontée par la revente du logement, dont la valeur a chuté à 109 637 €, pour des crédits dont le montant initial s'élevait à 185 672 €, ce qui laisse un reliquat de dette important. Parmi les 34 banques émettrices, on retrouve les grandes banques espagnoles, comme Bankia, BBVA, UCI, Caixa, Sabadell, ou Kutxa, qui ont toutes pratiqué la titrisation des dettes, au cœur de leur stratégie commerciale. Ces résultats ont été analysés ailleurs (Ravelli 2019) et nous nous concentrerons, ici, sur les aspects qui concernent la titrisation.

On s'appuiera surtout sur des entretiens et des observations au long cours, car l'objectif de cet article consiste à retracer le parcours des dettes titrisées à partir des expériences des banquiers et, surtout, des militants. Vingt-six entretiens ont été réalisés avec des salariés de banques, qu'on utilisera en deux temps : d'abord 14 hauts cadres et ingénieurs financiers des banques de Wall Street – Goldman Sachs, Merrill Lynch et Solomon Brothers – qu'on appelle les *quants*, ou analystes quantitatifs, chargés des premières titrisations au début des années 1980, qui racontent les enjeux de cette innovation ; ensuite 12 employés de caisses d'épargne et agences bancaires espagnoles chargés de distribuer les crédits, dont certains sont par ailleurs syndicalistes et sympathisent avec les militants anti-dette. L'arrivée de ces dettes titrisées a opéré d'importantes transformations des milieux militants, réorganisés autour de la grève de la dette. Quarante entretiens ont, enfin, été effectués avec des *afectados* et des militants de différents statuts, dont on choisira quelques parcours confrontés au mécanisme de titrisation, ou *titulización* en espagnol : la découverte que les dettes ont été revendues sur des marchés financiers agit comme un choc moral qui nourrit le militantisme. Ces entretiens complètent un travail d'observation participante au sein de la PAH, de 2011 à 2015, en partie filmé, qui s'est traduit par la réalisation d'un long-métrage documentaire à partir de 250 heures de tournage (Ravelli, 2017). Si les ingénieurs financiers rencontrés en entretiens ont été choisis pour leur rôle à la direction des plus grandes banques de New-York et pour leurs parcours académiques prestigieux dans la *Ivy League*, ainsi que pour leur connaissance scientifique des mécanismes de titrisation, les employés d'agences bancaires ont, eux, été rencontrés par l'intermédiaires des principaux syndicats du secteur, et sélectionnés pour leur ambivalence vis-à-vis de leur profession. Du côté des militants, deux profils ont été approchés : les militants expérimentés – issus des milieux du droit au logement, du droit des immigrés, communistes, anarchistes, milieux associatifs – mais aussi, et surtout, les surendettés sans aucune expérience militante préalable, immigrés ou membre de la petite classe moyenne espagnole, entièrement formés à la lutte par la confrontation avec leur banque. Ces

entretiens complètent les observations participantes au cours d'actions de blocage d'expulsion, de négociations juridiques, de manifestations, d'occupation de banques, d'assemblée générales et de coordinations. Pour comprendre le travail de déconstruction de la liquidité des dettes, on se concentrera ici sur les étonnants *talleres de titulización*, ou « ateliers de titrisation », qu'on devrait plutôt appeler de « dé-titrisation », au cours desquels les membres de la PAH recherchent leurs dettes sur les bases de données de la bourse de Madrid, pour contester leur légitimité. C'est au cours de ces réunions que l'on comprend le mieux comment le travail militant a pris en charge une nouvelle fonction, consistant à décortiquer les mécanismes financiers internationaux dans sa pratique quotidienne, et non seulement pour leurs analyses économiques générales.

1. D'une crise à l'autre : l'industrie des dettes populaires comme entreprise patriotique

On explique fréquemment les crises économiques par les excès de la spéculation des années précédentes. Cette façon de procéder a le mérite de la simplicité mais occulte les causes plus structurelles qui, dans le cas de 2008, sont à chercher bien en amont, dans une croissance accélérée du capitalisme financier, répondant à une baisse de profitabilité du capitalisme industriel et à une longue période de déclin des salaires réels limitant la consommation (Foster et Magdoff 2009). C'est dans ce contexte que les plus grandes banques mondiales, en particulier aux États-Unis, ont développé le mécanisme de titrisation des dettes, qui permet une relance de la consommation par le crédit, mais dont la complexité technique suppose un changement dans le recrutement du personnel bancaire. Dès le début des années 1980, les grandes banques de Wall Street créent des groupes de recherche sur le crédit chargés de lever les obstacles mathématiques, informatiques et juridiques à la titrisation de masse. Ce sont les entretiens avec les cadres dirigeants de ces départements – chez Goldman Sachs, Solomon Brothers, Merrill Lynch et Lehman Brothers – qui nous serviront de point de départ, pour comprendre le modèle économique qui s'est ensuite imposé en Espagne. Le rôle de ces ingénieurs financiers s'inscrit dans une longue histoire, qu'on peut faire remonter aux premières reventes de crédits individuels à des tiers au milieu du XIX^e siècle (Frederiksen 1894), au soutien du New Deal au marché du crédit immobilier pendant la crise des années 1930 puis à la première titrisation semi-publique en 1968 (Fabozzi et Modigliani 1992, p. 20). Mais c'est surtout le début des années 1980 qui marque l'essor de la titrisation privée à une échelle de masse (McConnell et Buser 2011).

La dette-marchandise : une thérapie contre la crise

Karen Ho, dans son anthropologie des milieux financiers, souligne qu'en titrisant les dettes, les banquiers estiment élargir le pouvoir d'achat de larges fractions de la population et « prétendent ingénument qu'ils peuvent enfin abattre les frontières de race et de classe, ce que le banquier commercial traditionnel, à cause du *redlining*, est incapable de faire avec sa panoplie de simple prêts conventionnels, sans l'avantage de la titrisation mondiale » (Ho 2009, p. 299).⁴ Cette *vocation sociale de la titrisation*, en particulier du crédit immobilier qui en est la principale composante, est bien antérieure à la bulle spéculative des années 2000. Elle s'inscrit dans l'histoire du tournant néo-libéral des États-Unis : dans la première moitié des années 1980, les grandes banques d'investissement de Wall Street s'y intéressent, Salomon Brothers en tête (Lewis 2010), suivie par First Boston et Goldman Sachs. Depuis, le marché privé de la titrisation n'a cessé de gonfler, jusqu'à atteindre la somme colossale de 5 000 milliards de dollars en 2006 (IMF 2009, p. 81). La naissance de cette technologie s'inscrit dans un contexte de crise sociale et économique marqué depuis la fin des années 1960 par la guerre du Vietnam, le mouvement des droits civiques, le chômage – qui augmente de 1 % à 14 % entre 1965 et 1980 – et une inflation sans contrôle. Ce contexte pousse les gouvernements Carter puis Reagan à trouver des solutions économiques urgentes, à « capitaliser sur la crise », comme le dit Greta Krippner (2012). Paul Volcker, directeur de la banque fédérale (1979-1987), double brutalement les taux d'intérêts directs, qui passent de 11,2 % à 20 % entre 1979 et 1981. Mais en tuant l'inflation, cette décision plonge dans de grandes difficultés les banques de dépôt, ces nombreuses *savings and loans* ou *thrifts*, qui ne peuvent plus, à des taux aussi élevés, continuer à fournir des crédits aux familles des classes moyennes, sans parler des milieux plus défavorisés. La titrisation apporte une solution à cette crise bancaire : les grandes banques de Wall Street aident les banques de dépôt à éviter la faillite, en leur permettant de revendre leurs dettes. Cette stratégie repose sur le recrutement de nouveaux profils de banquiers, plus juridiques et surtout plus scientifiques : informaticiens, mathématiciens, physiciens, parfois issus d'industries comme l'aéronautique ou la chimie.

Le parcours de l'un des dirigeants de Goldman Sachs rencontré en entretien témoigne de cette mutation : entré en 1985 au département des crédits immobiliers après des études de mathématiques puis de droit, il se spécialise dans la titrisation jusqu'à son départ de la banque en 2001. Il insiste sur la nécessité, à l'époque, de sauver les banques de dépôt – « *fix the thrift industry* » – en élargissant leurs activités à des domaines jusque-là interdits – « *impermissible* » – par la mise en

⁴ Le *redlining* est une pratique de discrimination spatiale entre quartiers pauvres et aisés, noirs et blancs, qui conduit à l'exclusion financière de nombreuses populations qui ne peuvent bénéficier de crédits immobiliers.

place de nouveaux cadres juridiques, plus flexibles, permettant de revendre les dettes des familles sur les marchés financiers :

Les constructeurs voulaient de meilleurs financements pour vendre leurs constructions, les promoteurs pour leurs logements, les banquiers voulaient de la liquidité et Wall Street voulait participer au marché du logement. Les gens du ministère du logement voulaient proposer de nouvelles alternatives, avec le ministère de l'économie... C'était une grande coalition, c'était aussi consensuel que la maman et la tarte aux pommes [*like mum and apple pie*]⁵. Financer le marché du crédit immobilier, c'était large et fédérateur. [Cadre dirigeant et ingénieur financier A - 21 juillet 2017]

Tel qu'il est décrit ici, ce processus de convergence, impulsé par les grandes banques, se caractérise par un alignement de cinq secteurs politico-économiques – constructeurs de logements, promoteurs immobiliers, banques de dépôts et d'investissement, ministères de l'économie et du logement – qui ont tous un intérêt à la titrisation, parée de vertus morales fédératrices. En incorporant cette technologie dans leur stratégies respectives, chacun de ces secteurs procède en fait à une « amplification des cadres », au sens qu'on donne en sociologie des mobilisations à un mécanisme qui permet à un groupe de « redéfinir son image publique comme celle d'un mouvement qui sert les meilleurs intérêts de leur pays » (Snow et al. 1986, p. 469). L'idée d'une *titrisation patriotique* prend corps. Ce changement de paradigme a supposé un militantisme actif de la part des professions économiques convaincues des vertus du marché libre. Pendant le premier mandat de Reagan (1981-1989), une série de réformes imposent la dérégulation financière dans le marché du crédit. L'une d'entre elle, le Secondary Mortgage Market Enhancement Act de 1984, est fréquemment mentionnée en entretien par les banquiers de Wall Street, et repris dans les manuels de titrisation à destination des étudiants en finance (Fabozzi et Modigliani 1992, p. 31). Cette loi permet aux investisseurs privés agréés d'acheter et de vendre les titres de dette sans contraintes, comme s'il s'agissait de bons du trésor, à une échelle fédérale. En stimulant la spéculation immobilière, elle a pu être considérée comme l'une des origines politiques de la crise de 2008.

A l'époque, il s'agit d'une technologie inédite et complexe, qui impose aux banques de recruter ceux qu'on commence à appeler des *quants*, chargés de construire des modèles de gestion et de prévision des évolutions de larges paquets de dettes concernant des milliers de débiteurs, sur le long terme, en les découpant en « tranches » selon leur profitabilité inversement proportionnelle au risque de défaut. Selon un ingénieur aéronautique ayant travaillé sur les lancements de fusées, recruté lui aussi chez Goldman Sachs où il dirige le département de la recherche sur les crédits immobiliers titrisés [*mortgage-backed securities research department*] : « Il fallait

⁵ L'expression « *motherhood and apple pie* » désigne des valeurs si consensuelles qu'elles ne peuvent pas être critiquées.

avoir beaucoup d'expertise technique, car c'est une chose compliquée, comme pour construire un avion : il faut des gens qui soient bons en mathématique, qui sachent construire des modèles. »

[Cadre dirigeant et ingénieur financier B] Au bout de quelques années, les profits sont considérables :

Quand je suis arrivé pour la première fois, ils ne faisaient rien du tout avec les crédits immobiliers. Et en trois ans on est passé de zéro profits à l'un des départements les plus profitables. Certains trimestres, ils faisaient plus de profit que n'importe qui ! Donc, forcément, ça attire beaucoup l'attention quand vous faites beaucoup de profit... [Cadre dirigeant et ingénieur financier B - 11 juillet 2017]

Dans la hiérarchie symbolique des produits financiers, la dette populaire change de valeur à partir du moment où elle devient titrisable : elle est désormais liquide, commercialisable et profitable. Le contexte international des années 1980, marqué par la déréglementation, est propice à l'exportation internationale de ce modèle. On le retrouve dans d'autres pays qui ont connu des changements politiques et économiques importants, comme c'est le cas de l'Espagne post-franquiste, dont le secteur bancaire subit une évolution spectaculaire, aiguillonnée par l'ouverture des marchés. Comme aux États-Unis, cette technologie renforce les liens entre une série d'acteurs des milieux économiques et politiques : les entreprises de construction, les promoteurs, les caisses d'épargne, les ministères de l'économie et du logement. « La richesse avait semblé bénéficier pratiquement à tous, parce que pratiquement tous avaient accès à la propriété du bien qui servait de base à la bulle spéculative : le logement. Personne ne pouvait donc penser qu'en moins d'un an, la richesse d'antan se convertirait en banqueroute, en endettement, en chômage, en menace d'implosion sociale aux effets imprévisibles. » (López Hernández et Rodríguez López 2010, p. 21). En d'autres termes, la technologie de la titrisation des dettes devient, ici aussi, une grande cause nationale, mais elle sera beaucoup plus largement contestée qu'aux États-Unis.

La dette aux origines de la crise : la transformation des banques espagnoles

A la fin des années 1990 et au long des années 2000, la titrisation des dettes devient un moteur de transformation du monde bancaire espagnol – comme c'est aussi le cas aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Irlande, en Islande, en Afrique du Sud, entre autres – avant de se retrouver au centre de la contestation sociale après la crise de 2008. Si l'Espagne est attirée par cette technologie financière, c'est parce que la période de transition qu'elle traverse dans les années 1980, après la chute de la dictature de Franco, se caractérise par une réorientation de l'économie par la libéralisation accélérée de secteurs centraux de l'économie du pays, en

particulier des banques – les caisses d'épargne sont restructurées, mises en concurrence et sommées d'être profitables, comme cela s'est passé aux États-Unis. Mais il ne s'agit pas seulement de rompre avec un passé trop fermé : c'est justement pour rendre possible la société de petits propriétaires louée par Franco dès la répression de la révolution espagnole de la fin des années 1930, que les crédits immobiliers, et les structures qui les facilitent, vont se généraliser, comme en témoignent la hausse constante des taux de propriété, de 64 % en 1970 à 84 % en 2002 (Pareja Eastaway et Varo 2002).

Après une phase d'évolution lente, de 241 millions d'euros à 7 306 millions de 1993 à 2000, le volume de dette titrisée explose : il passe de 11,7 milliards en 2001 à plus de 141 milliards en 2007, avant de redescendre à 28,9 milliards en 2013 (Roibás Millán 2014). Stimulé par la titrisation, le marché des crédits immobiliers espagnols passe de 46 647 millions en 2001 à 188 339 millions en 2006, avant de chuter brutalement à 19 732 millions en 2013, comme le montre le nombre de crédits immobiliers signés chaque année (fig. 1). L'effet sur l'industrie de la construction est clair : les deux courbes augmentent jusqu'en 2006, chutent en 2007, puis s'effondrent en 2008. Enfin et surtout, la courbe de procédures d'expulsions de logements pour dettes, corrélée au nombre de crédits, suit un parcours inverse, en passant de 34 015 en 2008 à 194 456 en 2013. Ces expulsions deviennent une véritable « pandémie sociale » dont la « machine judiciaire » des expulsions, alimentée par la titrisation, a « suffisamment de combustible accumulé pour continuer à fonctionner à plein régime pendant plusieurs années » (Méndez et al. 2014, p. 20).

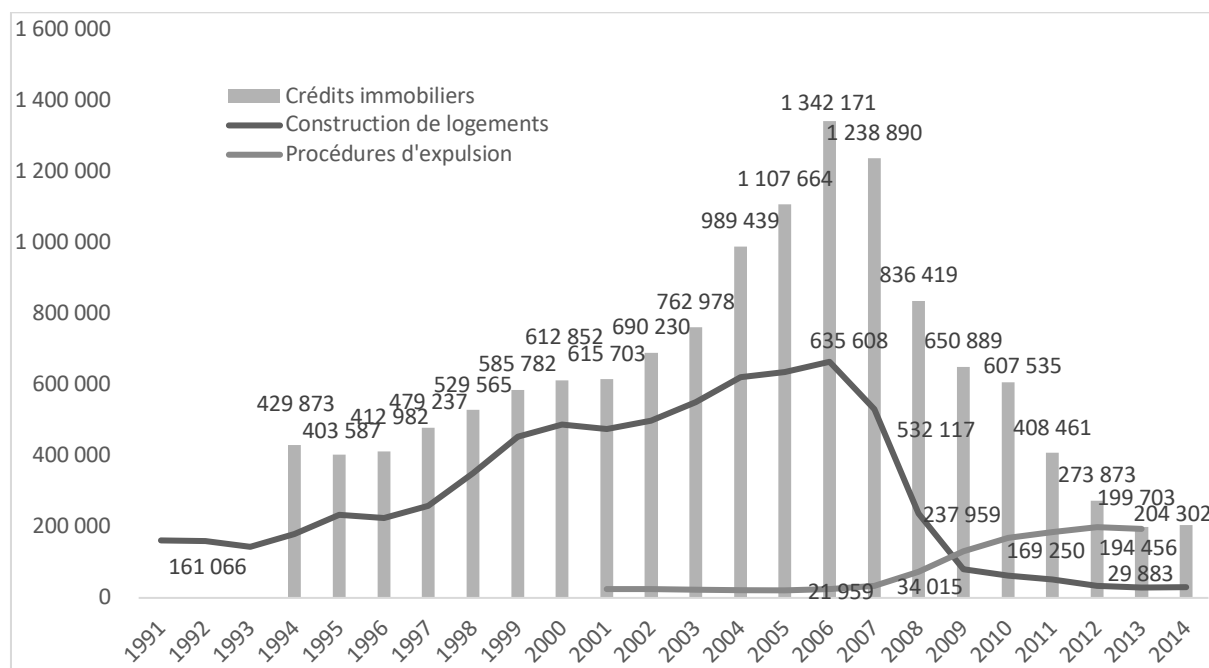


Fig. 1 – L’essor du crédit immobilier en Espagne : moteur de la construction et des expulsions. Sources : Institut National des Statistiques (INE) et Consejo General del Poder Judicial (CGPJ).

Contrairement à une opposition simpliste entre les banques et les usagers, les syndicats des employés de banques ont témoigné leur soutien – quoique parfois tardif et verbal – aux organisations de lutte contre les expulsions pour dette. Souvent issus de milieux populaires et chargés des relations avec une clientèle dont ils partagent les conditions de vie, qu’ils croisent dans le quartier où ils habitent et qui ont souvent eux aussi des dettes qu’ils ont du mal à rembourser, ces syndicalistes se distinguent professionnellement et sociologiquement des hauts cadres de la banque. L’un d’entre eux, membre de la CGT-Services Financiers à Madrid, entré en 1990 chez Banesto, absorbée par Santander, a travaillé dans le département des crédits immobiliers [Employé de banque A, 9 décembre 2016]. Issue d’une famille de socialistes et de militants républicains pendant la guerre d’Espagne, il dénonce l’augmentation des cadences de travail et des pressions hiérarchiques pendant la phase d’expansion : « si tu dois faire 10 crédits et que tu réussis à n’en faire que 2, tu tombes dans la dépression et l’anxiété » et « l’automédication » parce que « tu te mets la pression à toi-même » [Employé de banque A]. Ce salarié ne rend pourtant pas la titrisation directement responsable de l’augmentation des cadences, car elle ne lui était pas visible : elle est restée confinée dans des départements distincts, spécialisés, au lieu d’être au centre des organigrammes comme c’est le cas dans les banques new-yorkaises. Deux collègues à lui, de la CGT-Services Financiers à Barcelone, formulent cette invisibilité depuis leur local où sont affichés des textes de Kropotkine et Malatesta⁶ : « les travailleurs de la banque ne savent pas quel crédit est titrisé ! » [Employé de banque B, 17 novembre 2016] « Personne ne le sait ! Eux, [les dirigeants] ils le savent mais pas le travailleur normal » [Employé de banque C - 19 novembre 2016].

Sans être précisément connue, ni comprise, la titrisation est cependant perçue comme une activité néfaste, dont ils entendent parler au milieu des années 2000 et que le syndicaliste de Madrid définit simplement comme « la vente des crédits à des fonds rapaces [*fondos buitres*] ou à n’importe quel acheteur qui en voulait » [Employé de banque A]. Il dénonce les « crédits poubelles », *hipotecas basuras*, les « crédits toxiques », *hipotecas toxicas*, l’« arnaque » – *estafa* – de la crise, reprenant à son compte la terminologie utilisée par les organisations de lutte contre les banques comme la PAH. Dans son syndicat, il a même examiné la possibilité d’un droit de retrait par « objection de conscience » :

En tant que syndicat, on s’est posé la question de l’objection de conscience et on a essayé d’en faire une loi. (...) Quand ton chef te dit que tu dois vendre par exemple trois *preferentes* [crédits

⁶ Contrairement à la CGT française, la CGT espagnole est issue de la CNT et se réclame des mêmes théories anarchistes tout en choisissant une voie réformiste.

financiers jugés frauduleux], il y a des gens qui peuvent se dire, « ça je ne le vends pas parce que je n'ai pas envie ! », parce qu'ils ont leur objection de conscience. Mais je ne crois pas que ce soit le cas le plus fréquent [*no es lo habitual*]. [Employé de banque A - 9 décembre 2016]

Ce droit à l'objection de conscience est une chose, mais son exercice revendiqué, militant, en est une autre, plus dure à soutenir dans le syndicat. Selon un employé de la banque BBVA, de la même section syndicale CGT de Madrid :

Même si les salariés étaient coupables, on ne pouvait pas le dire, car ça aurait été un peu suicidaire pour nous, comme syndicat dans l'entreprise, et par voie de conséquence suicidaire aussi pour les travailleurs, parce que nous pensons que nous les représentons mieux que les autres. Donc, clairement, quand je dis que la banque a commercialisé des produits toxiques – ça je le dis, mais la faute [*culpa*] c'est celle de la banque, des directeurs généraux ou de ceux qui ont conçu un produit supertoxique. Mais je n'accuse pas celui qui l'a vendu ! [Employé de banque D - 9 décembre 2016]

Désobéir aux ordres de la hiérarchie reste une question de jugement personnel et non une revendication officielle du syndicat que l'on pourrait prôner sur le lieu de travail. La contestation des produits financiers se formule sur un terrain plus moral que politique, comme c'est le cas pour d'autres marchés contestés et pourtant légaux, comme ceux des organes vivants, des jeux en ligne, du tabac ou de la pornographie (Steiner et Trespeuch 2014). Dans le cas des produits financiers, la réprobation morale a plus de mal, encore, à trouver sa cible : le problème est-il le crédit lui-même, ou ses clauses abusives ? Les conditions de sa signature, quand le consentement n'est pas éclairé, ou encore sa revente par titrisation qui le transforme en marchandise ? Les syndicalistes de la CGT, comme ceux des principaux syndicats du secteur, tout en condamnant les crédits toxiques, se gardent bien d'établir une ligne officielle définissant cette toxicité.

Dans ce premier parcours de la vie des dettes, on voit que les professions bancaires ne sont en rien homogènes, ni dans leurs pratiques, ni dans leurs idéologies vis-à-vis de la dette-marchandise, et surtout que l'idée d'une contestation des produits financiers ne leur est pas étrangère. Si les premiers *quants* chargés de la conception de la titrisation des crédits ont un intérêt scientifique pour cette activité et la trouvent morale, voire patriotique, les professions bancaires subalternes, chargées de récolter les dettes à l'autre bout de la chaîne, sont confrontées à des conflits éthiques. Mais leur critique reste dans des limites corporatistes : les termes des contrats de prêt, même jugés toxiques, sont respectés. A l'extérieur de la banque, dans les autres milieux militants concernés par la titrisation – du côté cette fois des *consommateurs* de crédit et non de leurs *producteurs* – non seulement cette frontière entre légalité et illégalité est franchie, mais sa transgression est un élément central du programme. Il faut transgresser. Il faut arrêter de payer et

pratiquer la *grève de la dette*, un nouveau front des luttes sociales qui transforme les parcours militants et attire à la PAH des militants de nombreuses organisations différentes.

2. La lutte contre les dettes transforme les mondes militants

Même si c'est bien le passage au militantisme de familles endettées sans passé militant qui constitue le cœur du mouvement, ces recrutements n'ont jamais lieu spontanément, sur la simple impulsion du surendettement ou de l'indignation. Il a fallu un travail militant spécifique, qui a vu le jour par la recomposition de l'arc des forces organisées – syndicats, partis, associations – qui ont pris position pour l'annulation des dettes, ont appelé aux manifestations et rassemblements contre les banques et dont, surtout, de nombreux membres ont progressivement rejoint la PAH. Même si la mesure précise du phénomène est délicate, il s'agit sans doute de plusieurs centaines de militants chevronnés contribuant à la structuration des plus de deux cents groupes locaux de l'organisation. Si on peut avoir des réserves au sujet du terme de « carrière militante », transféré depuis l'interactionnisme symbolique de Becker à l'étude des mouvements sociaux (Fillieule et Mayer 2001), qui peut laisser entendre en français une forme d'arrivisme professionnel (Péchu 2001), en revanche l'approche « séquentielle » et « narrative » (Agrikolianski 2017) que permet l'analyse des carrières militantes enrichit considérablement le sens unidirectionnel, « balistique », de la notion de « trajectoire » (Passeron 1991). A la place d'une ligne reliant un point de départ à un point d'arrivée, on cherche à cerner un processus d'engagement marqué par des étapes distinctes, des bifurcations, des adhésions parallèles, autant de mécanismes qui éclairent la naissance de la PAH, dont la particularité du « façonnage militant » (Sawicki et Siméant 2009) est de puiser à de nombreuses sources. Parmi les organisations d'où provient l'afflux militant vers la PAH, il y a d'abord eu celles qui défendent les droits des immigrés, puis les associations de quartier dites « vécinales » et celles du droit au logement, dont est issue la porte-parole historique de la PAH, Ada Colau. Elles ont ensuite été suivies par des syndicalistes, notamment de la CGT et de CCOO, puis par des militants d'Izquierda Unida, de Podemos, d'Anticapitalistas, et de défense des consommateurs.

Cette recomposition n'a pas donné lieu à une coalition contre la dette dans laquelle partis et syndicats seraient entrés officiellement, car la PAH est restée apartidaire, rappelant systématiquement qu'elle est un « mouvement social » et non un parti. Mais de nombreux militants l'ont rejointe selon différentes voies – par inflexion, reconversion ou réactivation – qui font jouer à la dette un rôle de *catalyseur des parcours militants* favorisant le multipositionnement. D'une façon comparable – mais plus massive – au Droit au Logement (DAL) des années 1990,

où l'on retrouve des militants d'Alternative Libertaire, de la LCR, des maoïstes et des autonomes (Péchu 2001, p. 86), mais aussi dès l'origine des immigrés maliens expulsés et des membres d'Emmaüs, la PAH a attiré des militants multipositionnés qui ne se seraient sans doute pas rencontrés sans l'ouverture du front de la dette. Chacun d'entre eux apporte ses compétences dans la division du travail militant, tout en s'adaptant à la nouvelle cible militante que représente la dette.

La dette comme catalyseur des trajectoires militantes : inflexion, reconversion, réactivation

L'Espagne du début du XXI^e siècle n'est pas le seul pays où la question des dettes a réorganisé les mondes militants. Parmi les exemples récents, on connaît au Mexique le mouvement du Barzón, dont le nom vient d'une chanson populaire qui raconte comment un paysan se surendette pour acheter le « joug », *el barzón*, lui permettant de cultiver sa terre. Après la crise de 1994, le cours du peso s'effondre, le pouvoir d'achat des travailleurs est divisé par deux, les taux d'intérêt grimpent, deux millions de travailleurs se retrouvent au chômage et le produit national se contracte de 7 % en un an. Surgit alors un mouvement social qui rassemble des dizaines de milliers de fermiers endettés, des petits et moyens entrepreneurs, des consommateurs des villes qui ne réussissent plus à vivre correctement (Williams 1996). Mais la force du mouvement réside aussi dans sa capacité à intégrer des militants de différents partis politiques : « nous avons des priistes, des panistes, des parredistes, des sans-partis et des gens de toutes les religions ! » comme le dit un barzoniste (Combes 2011, p. 120).

Dans le cas espagnol, la convergence est comparable, puisque des membres de la CGT, de l'UGT, de la CNT, d'Izquierda Unida, d'Anticapitalistas, de Podemos, d'associations vécinales, d'avocats, de défenses des immigrés, du droit au logement ou des droits de l'homme sur un terrain juridique, se retrouvent dans les actions militantes. Ce rapprochement est essentiellement pratique : ce sont les luttes contre les expulsions, les assemblées générales et l'affrontement quotidien des banques par les occupations et les négociations, qui rassemblent les militants de différents courants. Le front unique de la dette permet d'établir des ponts entre des associations de consommateurs ou de voisins, avec des objectifs immédiats, et ceux qui ont des projets de société à plus long terme, par exemple pour le renversement du capitalisme. On retrouve cette vertu fédératrice des pratiques militantes dans d'autres luttes, comme le mouvement féministe des années 1960 et 1970, où « la pratique des avortements permet de « cimenter » le mouvement au-

delà d'importantes divisions idéologiques et stratégiques », « brouillant les limites entendues entre réforme et révolution. » (Pavard 2012, p. 44)

Mais ce processus est loin d'être évident car la dette, en 2007 et 2008, n'est d'abord pas une préoccupation centrale. Elle est trop éloignée des préoccupations militantes courantes. Les premières familles touchées par le surendettement sont immigrées, équatoriennes, marocaines ou roumaines, souvent isolées. Comme le raconte une immigrée équatorienne à l'origine de la création de la PAH à Madrid, les premières démarches de 2008 se sont soldées par des échecs : « On est allé frapper à la porte des syndicats mais les syndicats d'ici n'étaient pas intéressés (...). Certains disaient « oui, oui » – la CGT par exemple. « On va vous aider, vous allez voir ! » Mais bon, de là à se mettre à notre place, à ressentir ce que nous ressentions, ce n'était pas la peine... » [Militante A – 30 septembre 2013] Quand elle affronte ces ambivalences, son parcours militant se réoriente. Issue du mouvement indigène équatorien, elle est responsable, avec son mari, d'une petite structure – la CONADEE, ou Coordination des Equatoriens en Espagne – qui défend ses compatriotes confrontés au racisme, aux conflits du travail, aux refus de régularisation, à la violence conjugale, aux problèmes de logement et, de façon croissante, aux expulsions pour dettes qui, en deux ans – de 2008 à 2009 – devient une priorité. Sa connaissance des milieux immigrés latino-américains, particulièrement touchés par le surendettement, sera déterminante dans l'instauration d'une division du travail militant de la PAH : la lecture à haute voix, l'analyse patiente des documents administratifs comme celles des contrats hypothécaires, ou encore l'explication du racisme des banques par l'histoire de la colonisation, seront autant d'outils importants. A ses côtés, un camarade de lutte se présente comme l'« économiste » du mouvement : équatorien et membre de la CONADEE lui aussi, il se spécialise dans la reconstitution des flux financiers et des rachats de dettes par titrisation. Pendant cette première étape directement consécutive à la crise, les autres milieux militants sont confrontés au même problème du surendettement mais l'affrontent par des voies parallèles.

Petit-à-petit, la situation change et la lutte contre la dette agglomère différents mondes. Les associations de voisins sont parmi les premières à aider les migrants endettés. Elles existent en Espagne depuis les années 1960 (Pérez Quintana et Sanchez León 2008) et forment un « mouvement vécinal », ou « mouvement citoyen », qui a constitué, à l'époque franquiste, « un des canaux de l'opposition au régime » (Coudroy de Lille et al. 2013). A partir de 2008, dans les quartiers populaires, leurs permanences voient arriver de nombreux Equatoriens, Marocains et Roumains surendettés, menacés d'expulsion, et décident de leur prêter leurs locaux pour leurs réunions : « les voisins étaient les seuls à nous ouvrir la porte » [Militante A]. Dans la division du travail militant de la PAH, cet ancrage dans les quartiers permet la réussite des mobilisations

locales contre les banques, qui s'adressent aux « voisins » – *los vecinos*. Le slogan « voisin, réveille-toi, on expulse à ta porte ! » utilisé pendant ces actions, en est l'illustration. Depuis, les assemblées de la PAH ont souvent lieu dans les locaux des associations vécinales – c'est le cas, entre autres, à Cadix, Huelva, Séville, Debagolena, Vitoria-Gastelz, Carabanchel, San Jorge. Certains des militants de ces associations ou des fédérations d'associations vécinales se reconvertissent, en se consacrant exclusivement à la PAH et au soutien aux débiteurs pour leurs démarches vis-à-vis des banques : rédaction de lettres, appels, visites aux officines, recoupements d'information sur les situations de surendettement attirent l'attention sur les montages financiers et la titrisation.

De leur côté, les associations pour le droit au logement, comme La Plataforma por una Vivienda Digna, « Plateforme pour un Logement Digne », créée en 2003, ou V de Vivienda, « L de Logement », n'étaient certes pas inactives, mais la dette n'était pour elles aussi qu'un problème secondaire. A partir de 2006, elles s'étaient rassemblées dans le Movimiento por una Vivienda Digna mais restaient centrées sur les problèmes d'accès au logement, contestant la spéculation qui fait augmenter les prix et marginalise le logement social (López et Rodríguez 2010). Avant la crise, leur échec a pu être attribué à des méthodes trop intransigeantes, peu propices à « l'appui social et matériel de groupes comme les migrants, les travailleurs et les femmes » (Aguilar Fernández et Gibaja 2010, p. 702). Après la crise, le contexte économique réoriente les trajectoires militantes du logement vers la dette : Ada Colau, désormais maire de Barcelone, ancienne membre de V de Vivenda, sera par exemple l'une des fondatrices de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca – où Hipoteca signifie le « crédit » qui remplace le logement au sommet des préoccupations – avant d'en devenir la charismatique et médiatique porte-parole nationale. Ce glissement confirme que « le droit au logement se retrouve étroitement aligné sur le droit de s'endetter » (Gonick, p. 47).

Malgré l'appui officiel des grandes fédérations, qui rejoignent la PAH lors des temps forts que sont les manifestations ou les meetings, les militants syndicaux ne rejoignent le mouvement qu'individuellement, en dehors de leur temps de travail, ou encore parce qu'ils sont à la retraite ou au chômage, selon leurs disponibilités biographiques. C'est le cas de José Coy, qui récoltait des fonds pour les grèves du secteur du bois quand il avait quinze ans, est devenu un dirigeant local du syndicat Comisiones Obreras pour les travailleurs de l'agro-alimentaire, et créé l'un des tout premiers groupes de la PAH, dans la région de Murcie. L'entretien avec lui s'effectue dans les locaux d'une association d'aide aux migrants de la petite ville de Molina de Segura, où il raconte qu'une grève de la faim de quatre jours lui a permis de paralyser le processus d'expulsion de son logement, ce qui l'a rendu célèbre au-delà de son cercle de reconnaissance syndicale et associatif local [Militant B – 7 octobre 2016]. Cette reconversion est souvent aussi une réactivation, voire

une *débureaucratization* relative, car les responsables syndicaux reprennent du service sans leurs mandats et privilèges. On retrouve parmi eux d'anciens syndicalistes du secteur bancaire, dont la parole est plus libre depuis qu'ils ont cessé leurs activités professionnelles, et qui apportent, à la division du travail militant, leur connaissance de l'intérieur des produits financiers et des stratégies des banques. Le lien avec les appareils s'est relâché, parfois dans un sens plus politique. C'est le cas de l'un des dirigeants de la PAH de Madrid, qui a longtemps été responsable syndical de Comisiones Obreras à un niveau européen, qui a fait, comme son père, l'essentiel de sa carrière dans une grande banque [Militant C – 22 mars 2015]. Désormais militant à temps plein de la PAH, il y conteste la ligne d'Ada Colau – dont il trouve la revendication de *dación en pagó* trop conciliante, contrairement à la *cancelación de deuda*⁷ – provoquant la scission du groupe madrilène. Il arrive à ces syndicalistes de collaborer avec des associations de consommateurs, comme Adicae, l'Association des Épargnants et Usagers des Banques et Caisses d'Épargnes d'Aragon, créée à Saragosse en 1988, désormais présente dans une trentaine de villes, (Nasarre-Aznar et Simón-Moreno 2017). Ces associations, par collaboration avec d'autres mondes militants – dont les références leur sont étrangères, comme celle de la lutte des classes ou de la contestation du capitalisme et du patriarcat – se retrouvent sur une ligne plus radicale, comme c'est le cas d'Arnaqués par les Banques, *Estafados por la Banca*. Certaines dénoncent le capitalisme à partir de la question de la titrisation, comme ce tract de 500x20, une association catalane qui milite pour « 500 logements à 20% du salaire » :

La tritrisation des crédits immobiliers et des dettes remplit une fonction vitale pour la banque moderne, c'est sa manne de liquidité, le sang qui alimente son commerce frauduleux depuis des décennies. C'est un pilier du capitalisme financier : le marché AIAF⁸ a attiré plus de 500 000 millions d'euros juste en Espagne – la moitié en dette privée. (...) Le droit au logement converti en actif financier représente une grande partie [de cette somme]. C'est un moteur d'extraction parasitaire pour ceux qui détiennent le capital contre ceux qui produisent des choses utiles avec leur travail.

Ce type de positionnement participe d'un mécanisme de renforcement du contre-pouvoir des associations de consommateurs, dont l'expertise bancaire, bien antérieures à la création de la PAH en 2009, apporte sa contribution à la division du travail militant – ils soulignent très tôt, par exemple, le danger des propositions de restructuration des dettes faites par les banques, qui peuvent aggraver, au long cours, la situation d'endettement. On pourrait même considérer que la PAH, en tant que telle, est un mouvement de consommateurs exceptionnellement puissant, qui a

⁷ La première revendication consiste à rendre son appartement à la banque en échange d'une annulation de la dette, même si la valeur de l'appartement est très inférieure. La seconde consiste à annuler la dette en laissant ouverte la contrepartie, et donc par exemple en restant dans son appartement – en l'occupant ou en devenant locataire.

⁸ Asociación Española de Intermediarios Financieros : marché secondaire où se négocient les actifs financiers – par exemple les dettes hypothécaires – émis par des entreprises privées, des entités financières et des administrations publiques.

réussi à aspirer des parcours militants et des techniques de lutte extérieures qui l'ont transformé en creuset où les frontières entre partis et syndicats, consommateurs et producteurs, tendent à s'effacer. Cette interprétation renforce certaines analyses des mobilisations de consommateurs, qui montrent le rôle qu'elles ont joué, historiquement, dans la construction de mouvements d'émancipation : les syndicats ont utilisé le boycott pour contester les conditions de travail des producteurs et les associations des droits civiques pour s'opposer à la discrimination raciale (Dubuisson-Quellier 2018, p. 51). D'autres exemples indiquent que les produits financiers amenuisent les séparations avec les mouvements sociaux proprement dits, comme le montre Joe Deville (2016) avec le Consumer Action Group, un forum en ligne créé en 2006 au Royaume-Uni, largement utilisé par les surendettés, qui aurait été menacé d'être fermé sous la pression des créanciers. Il commente ainsi le succès d'un fil de discussion intitulé « So – they don't like these forums !! » : « dans ces moments, les utilisateurs du forum, qui se focalisent essentiellement sur des problèmes individuels, pensent qu'il peut avoir un impact collectif. Cette idée déclenche une réflexion selon laquelle le site abriterait une conversation qui intéresse le grand public et dont le travail collectif peut avoir des caractéristiques d'un mouvement social » (Deville 2016, p. 43-44). Dans notre cas, il s'agit bien d'un mouvement, car l'identité de l'*afectado*, affecté par la dette, englobe et dépasse celle de consommateur pour inclure les références ouvrières des militants syndicaux : le slogan « ils aident le banquier et expulsent l'ouvrier ! » a du sens dans une organisation où 69 % des hommes ont travaillé dans la construction, et la plupart des femmes dans le nettoyage et la restauration, comme le montre les résultats de notre questionnaire.

Les militants politiques, enfin, sont nombreux et variés, des libertaires aux communistes en passant par les groupes anticapitalistes, les Indignés à partir de 2011, et Podemos à partir de 2013. La PAH a même pu servir de tremplin, pour certains, à l'accession à des responsabilités politiques nationales, comme c'est le cas d'Irene Montero et de Rafael Mayoral, élus députés de Madrid, anciens militants du Parti Communiste espagnol, qui font partie de la direction de Podemos depuis qu'ils ont quitté la PAH. Dans leur cas, la PAH et son combat contre les dettes a permis une véritable « reconversion » militante (Tissot et al. 2005). La première est psychologue, le second avocat, et tous deux ont transféré leurs compétences pendant des années au sein de la PAH, en animant des ateliers d'entraide psychologique et d'aide juridique – où la question de l'ambiguïté juridique de la propriété des dettes titrisées est abordée – tout en proposant des cibles plus politiques au mouvement, comme les députés de droite responsables de la législation hypothécaire autorisant les expulsions. D'une manière générale, le rôle des organisations politiques, et en particulier de Podemos, fonctionne à double sens, à la fois comme courroie de transmission des luttes sociales dans les institutions (Nez 2015) et comme affaiblissement des

structures anti-dette à partir du moment où leurs militants poursuivent des carrières politiques (Ravelli 2017). Ce multipositionnement justifie, au sein de la PAH, une chasse aux *cargos políticos*, aux charges électives détenues par certains militants politiques soupçonnés de récupération. L'identité apartidaire, rappelée avec vigueur jusqu'à l'expulsion de certains membres, est paradoxalement ce qui maintient au sein du mouvement des militants aux convictions incompatibles. Cela garanti ce qu'on peut appeler – en parodiant la théorie du « voile d'ignorance » de John Rawls (1987) – un *consensus par recoupement des militantismes* : tant que chacun laisse son drapeau à la maison, le front unique est préservé.

En mêlant des mondes aussi variés, la lutte contre la dette devient ainsi un élément primordial de recomposition de l'espace des mouvements sociaux (Mathieu 2007), un vivier de rapprochements à partir d'une revendication économique commune. Dans certaines coordinations de la PAH, il arrive même que deux tendances internes à une même organisation politique s'affrontent sous couvert d'arguments liés à la dette, à l'instar d'une controverse scientifique masquant des intérêts professionnels ou économiques. Cette recomposition militante ne peut s'opérer qu'à partir d'un afflux exceptionnel de nouveaux arrivants sans passé politique, associatif ou syndical, qui constituent la grande majorité des effectifs de la PAH. Ce passage à la révolte de masse a pour fil directeur un ensemble de connaissances et de savoir-faire qui détricotent la dette-marchandise confectionnée par les banques – une stratégie de dé-titrisation essentielle à la grève de la dette.

3. Sortir des limbes : la dé-titrisation comme stratégie de lutte

La mutation de la victime en militante est un processus complexe, qui passe par différentes phases d'inversion du stigmaté, mais il est particulièrement laborieux dans le cas des endettés, car leur conscience d'appartenir à un groupe social commun est d'abord floue et évasive : la relation créateur-débiteur est vécue sous une forme à la fois personnelle, incarnée par des rencontres physiques avec le créateur, en face-à-face individualisé entre un couple et un employé de banque, dans une officine de quartier, mais aussi singulièrement abstraite, car les taux d'intérêts, les calculs des mensualités, les échelles temporelles et les multiples clauses des contrats correspondent à des logiques étrangères à l'expérience des familles. Cette double particularité distingue l'antagonisme de la dette de la subordination salariale, dans laquelle s'exprime un collectif de travailleurs, aussi restreint et atomisé soit-il, où l'enjeu du salaire, malgré l'« obscurcissement de la plus-value » qui le caractérise et que décrit bien Michael Burawoy (1982 [1979]) dans l'industrie automobile aux États-Unis, reste plus simple à saisir. A cette *abstraction*

personnalisée de la relation d'endettement s'ajoute d'abord la lenteur du processus juridique, ponctué de nombreuses épreuves (fig. 2), mais aussi l'isolement social, que la PAH cherche à rompre en constituant des cercles d'identités militantes qui forgent des points communs entre les expériences familiales. Dans ce dispositif militant sophistiqué, l'un des principaux objectifs consiste à rendre concrète et intelligible la nature de la dette, pourtant si opaque, afin que les familles surendettées aient les moyens d'attaquer la banque avec des arguments solides, en ayant confiance en leurs forces. Il s'agit là d'un travail de *déconstruction militante de la liquidité financière*, par assignation de noms d'entreprises, de lieux, de circulations de capitaux, de transferts de propriété, autant d'entités évanescences qui deviennent des cibles claires et distinctes pour les luttes. Cette découverte de la nature sociale et politique des fonds de titrisation, c'est-à-dire la conscience qu'il ne s'agit pas de purs montages économiques abstraits mais de faisceaux de destins personnels connectés aux marchés financiers, nourrit la révolte des endettés.

Du brouillard de la dette au choc moral de la titrisation

Cette représentation claire et distincte, les nouveaux arrivants à la PAH ne l'ont généralement pas. Sur les 387 crédits immobiliers pour lesquels les *afectados* ont rempli un questionnaire, 175 seulement ont donné une réponse à la question « votre dette est-elle titrisée ? ». La plupart – 92 d'entre eux – y répondent par un point d'interrogation, car ils ne savent pas si c'est le cas. Trois d'entre eux ne comprennent pas la question et indiquent, à la place de la réponse attendue, le montant de leurs remboursements mensuels. Plus intéressant, seulement 28 crédits ne sont pas titrisés, contre 92 qui le sont avec certitude. « J'étais dans le brouillard », « ma dette était dans les limbes », *en el limbo*, « j'étais complètement perdue », « j'avais perdu ma boussole » sont des phrases qu'on entend dans les assemblées. La dette est comparée à un « labyrinthe », à une « jungle », à un « chaos ». Plus significatif encore, 21 questionnaires mentionnent le nom du fonds de titrisation, de l'entreprise gestionnaire ou de l'institution qui l'a constitué : Actua, Anticipa (trois réponses), AYT, BBVA, Blackstone (3 réponses dont un Anticipa, un Hipocat11 et un FTA215), bonistas, Europea de titulizacion, fondo 19, Fondo Santander, fondos buitres, fondo, Hipocat AA, MRB III, TD 128, TDA-27, Wind Luxembourg. Entremêlés à la terminologie commune ou militante – « actionnaires », « fonds rapaces », « fonds » – apparaissent donc essentiellement des noms d'investisseurs internationaux, ou de fonds leur appartenant, en particulier Blackstone, le plus gros fonds mondial, basé à New-York, qui possède aussi Anticipa Real Estate et se retrouve donc en tête des détenteurs de dette titrisée

mentionnés. Ces dettes, dont la biographie est relativement mieux identifiée que les autres, ont été émises par les banques suivantes : Bankia, Credifimmo, Caixa, Caixa Catalunya, UCI, BBVA, Kutxa, qui sont toutes de grandes banques espagnoles résultant de nombreuses fusions-acquisitions de caisses d'épargne locales déstabilisées par la crise. Comme on l'imagine, le décorticage de cette division internationale du travail financier est l'une des tâches les plus délicates des militants, qui cherchent à identifier un ennemi insaisissable.

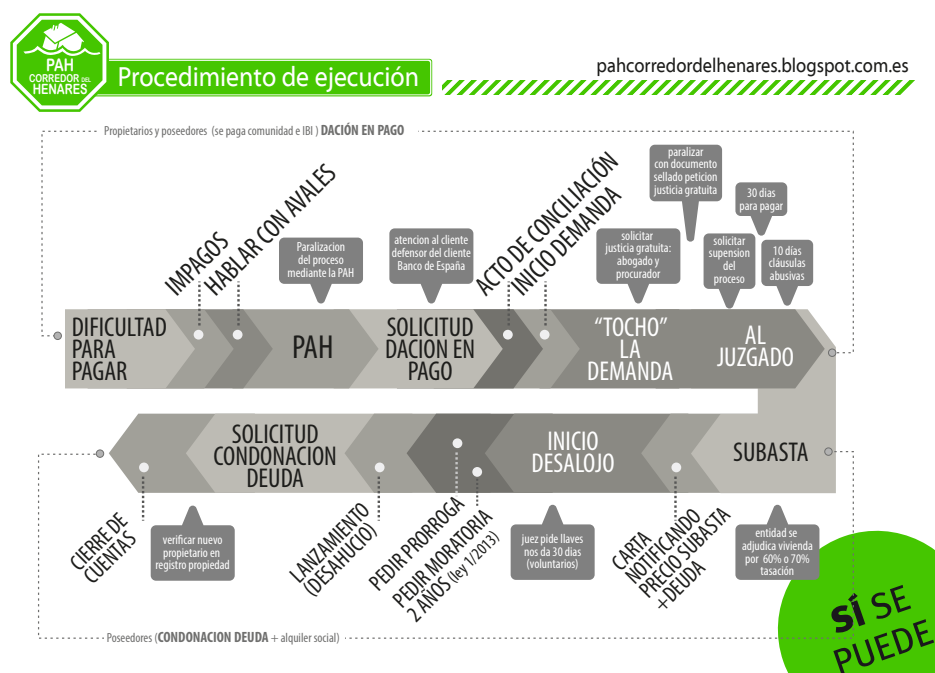


Fig. 2 : Les limbes juridiques de la dette : schéma classique de la procédure d'expulsion.
Des premières difficultés de paiement à la demande d'annulation de la dette, il se passe souvent plusieurs années. Dans les cas de titrisation, le schéma se complique encore, car la propriété de la dette est difficile à établir.

De fait, les *afectados* qui se demandent « où est passée leur dette » n'ont souvent pas obtenu de réponse claire de la banque, et leurs autres démarches n'ont pas abouti. Ils se retrouvent dans le cauchemar administratif que décrit John Hulsey (2013) dans le cas de Heather Gordon, une femme surendettée de Boston, qui ne comprend plus avec qui elle doit négocier sa dette, écartelée entre GMAC, Quotemareate, Tribeca Lending Corporation, Franklin Credit Management Corporation, puis Boston Community Capital. « « *No one's home* » (il n'y a personne) est la phrase métonymique en permanence émise par les agents téléphoniques, les représentants *online*, les « souscripteurs », et les conseillers juridiques que rencontre Heather au fur et à mesure de son périple. (...) Le système bureaucratique américain s'est cristallisé sous la forme ou l'*apparence* d'un système dont le langage opaque se déploie de sorte qu'il dissimule et qu'il ne veut pas révéler à la lumière du jour. » (Hulsey 2013, p. 162) Des deux côtés de l'Atlantique, cette fin de non-recevoir, systématisée par la multiplication des institutions, plonge les clients des banques dans un dédale administratif anxiogène.

Mais à la différence notable des États-Unis, les victimes espagnoles du crédit sont devenues, par dizaines de milliers, des militants de la PAH – alors qu’elles n’avaient pour la plupart aucune disposition antérieure. Leur engagement, pour certains irrégulier et fugace, a parcouru différentes étapes, dont celle de la découverte des circuits financiers internationaux. Pour James Jasper, l’une des formes les plus courantes de recrutement de nouveaux militants, en l’absence de relations sociales préalables, passe par l’expérience d’un « choc moral » qui advient « quand un événement ou une situation soulève une telle indignation qu’on s’engage dans l’action politique, même sans réseau de contacts » (Jasper et Poulsen 1995, p. 498). Un tel choc se retrouve pour des formes de militantisme aux orientations politiques très différentes, allant des anti-nucléaire aux anti-avortement en passant par l’anti-spécisme : autant de formes d’indignation mentionnées par Jasper, qui passent par la circulation médiatique d’images ou de nouvelles choquantes – comme celle de l’accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island, qui génère la fuite de 200 000 personnes en Pennsylvanie en 1979 (*ibid.* p. 505-506). Dans le cas des dettes, il est certain que la médiatisation d’expulsions violentes et de nombreux suicides a été un facteur de mobilisation de premier plan. Mais dans le long processus de politisation qui transforme l’*afectado* en militant, on rencontre ce qu’on peut appeler des *chocs moraux secondaires* qui prolongent l’engagement en lui donnant des points d’appuis qui le rendent durable, structurant, contribuant à la vocation militante. La découverte d’un mécanisme économique insoupçonné peut, par exemple, faire rebondir l’investissement en temps, en énergie, en don de soi consacré à la lutte.

C’est le cas d’une *afectada*, Susana [Militante A – 4 juin 2016], sans expérience contestataire antérieure, qui a 225 000 euros de dette pour une maison évaluée à 55 000, dans une banlieue populaire de Madrid, et est incapable de rembourser son prêt. La spirale du surendettement a affecté sa santé physique et mentale : hausses de tensions, problèmes de thyroïde, « dépression énorme » [*depresión bárbara*]. « Je suis une personne saine mais je prenais tout un tas de médicaments ». « J’étais comme une tortue : je ne voulais pas affronter tout ça ». La découverte de la titrisation, loin d’aggraver ces affres personnels, lui donne au contraire du courage :

Quand a commencé cette histoire de titrisation, ça m’a donné plus de force. Avant je me sentais coupable, parce qu’on avait signé un prêt qu’on ne pouvait pas rembourser. (...) Et c’est à ce moment que cette fille [l’agent de recouvrement] m’a appelé : «toi, je vais te poursuivre ! Tu es jeune et la dette va te poursuivre ! Je me suis effondrée. Je me disais : “c’est pas possible, c’est pas possible, c’est eux qui ont tort...” Et quand j’ai lu l’acte de constitution du FTA2015,⁹ j’ai commencé à comprendre tout ça. Avant, c’était moi qui était coupable. C’est nous qui étions coupables pour avoir pris un crédit auquel on ne pouvait pas faire face. Mais quand j’ai lu ça, je me suis rendu compte que tout était déjà préparé à l’avance [*armado*], on était juste des pions. Ces gens là ne cherchaient que des gens pour leur donner

⁹ Nom du fonds de titrisation dont sa dette fait partie – c’est nous qui soulignons. Il s’agit d’un fonds constitué le 15 avril 2015, pour un montant de 1,822 milliards d’euros au 31 décembre 2015, regroupant des crédits constitués par la caisse d’épargne Catalunya Caixa, absorbée par BBVA depuis.

des crédits, et encore des crédits.... On était que des numéros pour eux. Ils avaient bien préparé leur arnaque. [Militante A – 4 juin 2016]

Cette réaction est très fréquente parmi les *afectados* et *afectadas*. Elle revient à découvrir une circulation cachée du produit financier, une double vie de la dette, sur un schéma qui ressemble à une trahison : il n'y a pas seulement un lien entre le créancier et le débiteur, entre le logement et la banque, il y a une autre connexion, invisible jusqu'ici et découverte avec surprise et colère, entre la banque et les investisseurs internationaux, dont la majorité des familles n'avait jusqu'ici aucune connaissance. Les expressions sont éloquentes : « il » [le banquier] ou « elle » [la banque] m'a « menti », « je me suis senti trahie », « j'ai compris que c'était une arnaque », « il y avait tout un autre monde ». La compréhension de l'existence d'un marché secondaire de la dette, qui se superpose au marché primaire du crédit et sur lequel repose l'ensemble de la technologie de la titrisation, relance l'engagement militant car on s'aperçoit qu'on a passé des années à envoyer des milliers d'euros à quelqu'un dont on ignorait l'existence. Les titres de la dette, loin d'être des produits dérivés *secondaires*, moins importants économiquement que le logement, sont désormais perçus pour ce qu'ils sont : l'objectif *primordial* du crédit immobilier. Cette inversion pousse les *afectados* à relire sous un nouveau jour l'ensemble des étapes de leur biographie d'endettement : le démarchage par la banque, l'indécision, l'offre de prêt, la signature, les premières difficultés, les propositions de renégociations sont réanalysées à partir de la titrisation.

Mais contrairement à une trahison personnelle, cette prise de conscience est loin d'être évidente, car elle suppose une capacité d'abstraction économique contre-intuitive. Comment une dette peut-elle être achetée et revendue ? Comment une dette peut-elle être regroupée avec des milliers d'autres ? Comment peut-elle se mettre à *voyager d'une banque à une autre*, d'un continent à l'autre ? Telles sont les interrogations que se posent des milliers de familles surendettées. Très souvent, le crédit lui-même est mal compris, quand il n'est pas confondu avec l'appartement. Les taux d'intérêt, la variabilité indexée sur les cours internationaux, les clauses planchers, voire la différence entre l'intérêt et le principal, sans parler de la fabrication de « titres » de la dette, sont autant de notions jugées obscures.

Quand survient la crise, la question de l'information prend une autre tournure que celle de la liquidité du marché, cette « grande vertu des marchés parfaitement compétitifs » (Carruthers et Stinchcombe 1999, p. 353) : il y a au contraire une asymétrie d'information structurelle, dont le dépassement génère des connaissances essentielles au militantisme, comme le souligne Aziz Choudry à partir du cas de la Nouvelle-Zélande, « véritable boîte de pétri pour tester le capitalisme néolibéral » où le travail militant consistait à connecter la pauvreté individuelle aux grandes transformations macroéconomiques (Choudry, p. 4), pour « mettre en lumière les

contradictions, les fissures et les lignes de faille dans les structures et les systèmes qui produisent et reproduisent l'inégalité, l'injustice et les désastres environnementaux » (*ibid.*, p. 1). Pour « documenter l'arnaque » – « *documentar la estafa* » – des crédits immobiliers, la PAH met en place une commission spécifique et des « ateliers de titrisation ».

Les ateliers de titrisation de la PAH

La structure de la PAH permet aux *afectados*, contrairement à leurs camarades de lutte outre-atlantique d'Occupy Wall Street, de se lancer dans des contre-attaques collectives, comme c'est le cas dans les ateliers de titrisation. S'il s'avère que la dette a bien été titrisée, puis revendue, non seulement le signataire du crédit peut attaquer la banque pour clause abusive si elle a essayé de se couvrir en indiquant dans le contrat qu'elle n'a pas l'obligation d'en informer le débiteur, mais il peut même remettre en question la procédure d'expulsion : comment la banque peut-elle me mettre dehors pour dette impayée si elle n'est plus propriétaire de cette dette ? Souvent, le fonds de titrisation – *fondo de titulización* – est confondu avec le fonds qui achète la dette – baptisé « fonds rapace », ou *fondo buitre* car il profite de l'effondrement économique pour faire des profits – comme en témoigne cet échange au cours d'un atelier de titrisation de la PAH, dans le local de l'« Association des voisins » d'Aluche, un quartier de la banlieue Est de Madrid :

Afectada [Militante E] - Ce n'est pas la banque... Je ne sais pas si c'est un « fonds rapace », encore moins si c'est un de ces fonds de titrisation que j'ai vu sur Internet, ça ne me dit rien. C'est une entreprise qui a racheté la dette. Comment je peux savoir alors si cette entreprise est un fonds rapace ?

Organisateur [Militant F] - On confond souvent les expressions « fonds rapace » et « fonds de titrisation ». On devrait changer le nom et parler d'acheteur rapace. (...) Sur Internet il devrait aussi y avoir des choses, il faudrait faire une recherche sur une entreprise en particulier, savoir qui sait, quelle est leur raison commerciale...

Afectada [Militante E] - Mais j'aimerais savoir exactement pour combien ils l'ont rachetée.

Organisateur [Militant F] - Ça, ils ne te le diront jamais, même ivres !

Ici, l'organisateur – sans passé militant mais formé au sein de la PAH par le syndicaliste de la province de Murcie présenté plus haut, et ayant bénéficié des nombreuses arrivées de militants extérieurs au sein de la PAH, comme ceux des associations vécinales et des militants politiques – essaie de distinguer deux éléments importants, pour que l'*afectada* comprenne la différence entre le rachat de dette, qui peut être fait par un large spectre d'entités financières, et le procédé de titrisation lui-même. L'avantage du fonds de titrisation, comme l'explique par la suite l'organisateur, est qu'on en trouve la trace dans les registres en ligne de la bourse de Madrid, la Comisión Nacional del

Mercado de Valores (CNMV). Avant de passer aux « travaux pratiques », c'est à dire à la recherche de ses propres dettes, on commence l'atelier par cette phase de clarification, qu'on retrouve sous une forme similaire dans des groupes plus petits comme celui de Gijón, dans les Asturies. Le samedi matin, les *afectados* s'installent dans un café d'El Llano, le quartier le plus peuplé de l'agglomération, historiquement marqué par la présence d'industries, aujourd'hui essentiellement habité par des familles de milieux populaires et des classes moyennes inférieures. Ils passeront plus de trois heures à retrouver leurs dettes sur Internet, après ce discours introductif :

“Fonds de titrisation et fonds rapaces, clause plancher, profits, les outils de la PAH, les mécanismes de recherche de la dette, les implications au tribunal...”, je vous dis tout ça rapidement, en fait c'est très compliqué. Bon, qu'est-ce que c'est que la titrisation ? On peut la définir comme un processus dans lequel « les droits du crédit d'une entité, actuels ou à venir, sont abrogés ou subissent des modifications de certaines de leurs caractéristiques, ou sont vendus à des investisseurs sous forme de valeurs négociables ». (...) Les fonds de titrisation peuvent être très différents. Ça peut être des prêts hypothécaires, des loyers, des contrats de gaz ou d'électricité, tout est titrisable ! Tout. L'objectif c'est de passer de valeurs peu liquides, peu négociables, à [il lit silencieusement quelques lignes d'une note de synthèse à destination des ateliers]... Bon, là, c'est mal expliqué... C'est pour se faire de l'argent rapidement. (...) Et avec ces paquets de crédits, dans trente ans ça vaudra 300 millions d'euros, ils le vendent pour moins et ramassent d'un coup tout un paquet de fric ! Et où est le profit pour celui qui achète ? C'est qu'ensuite la dette leur revient et donc toute la différence est empochée par celui qui achète le fonds. [Militant G – 3 décembre 2016]

La seconde partie de l'atelier de titrisation, après la présentation générale, consiste à chercher sa dette sur le site de la bourse de Madrid, en suivant une série d'opérations conduisant à ouvrir les listes des fonds de titrisation qui présentent des centaines de dettes, avec leurs caractéristiques. Dans le café, on demande au gérant de baisser le volume de la télévision et les ordinateurs s'ouvrent (fig. 3 et 4).



Fig. 3. L'atelier de titrisation. Huit *afectados* de Gijón recherchent la trace de leur dette dans les registres de la bourse de Madrid.

Après des jours de recherches – le plus souvent des semaines ou des mois – les *afectados* finissent par retrouver leur dette. Le caractère officiel des documents scannés, avec les tampons des notaires, les timbres fiscaux, les signatures et les paraphes, où s’insèrent leur propre histoire, au milieu des colonnes de chiffres (fig. 5), incarne pour la première fois la matérialité de la dette, qui cesse d’apparaître comme une donnée abstraite et incompréhensible. Parfois, la titrisation n’est qu’un élément parmi d’autres dans le combat contre la banque, mais il arrive qu’il s’agisse du pivot qui interrompt les poursuites judiciaires et bloque l’expulsion : c’est le cas, par exemple, d’un jugement rendu à l’audience de Castellón le 19 octobre de 2017, pour une dette de 142 769 euros, qui estime que la banque ne peut pas exiger l’expulsion d’une famille dont la dette ne lui appartient plus. Tout ce processus complexe, de recherche puis de contre-attaque, ne s’effectue pas individuellement mais collectivement, dans un cadre structuré, qui résulte d’importantes transformations des organisations militantes dont les membres ont apporté, chacun de leur côté, leurs compétences respectives.

Conclusion

Les limbes de la dettes sont celles sont cet espaces indéfini où errent les familles endettées, ce labyrinthe administratif où l’on cherche le bon interlocuteur, puis le bon ennemi, en traversant de longues phases de découragement. Mais cette plongée dans le surendettement ne permet pas, à elle seule, d’expliquer la révolte. Si la dette est devenue une cible centrale des luttes sociales, c’est non seulement parce qu’elle a été largement disséminée dans les milieux populaires par la technologie des ingénieurs financiers des grandes banques, qui rassemblaient les dettes par milliers dans les fonds de titrisation, mais aussi parce que les militants ont su aller au-delà du simple soutien officiel extérieur. Ils sont sortis de leurs organisations respectives pour opérer, au sein de la PAH, un patient travail de regroupement de ces victimes des dettes titrisées disséminées dans la population, grâce à leurs expériences de militants syndicaux ou politiques, de membres d’associations de consommateurs, de défense du droit au logement et de défense des immigrés, présents dès le début de la crise, avant même la constitution officielle de la PAH en 2009.

Ce travail militant a réussi à matérialiser la dette en la rendant intelligible, localisable et donc en partie contrôlable par les quartiers populaires qui étaient précisément devenus, trois décennies plus tôt, la nouvelle cible des ingénieurs financiers. Malgré les limites d’un système politique et économique qui n’a pas changé, les manifestations de familles surendettées,

l'occupation des banques et l'opposition aux expulsions contre les forces de l'ordre, en s'accompagnant d'un démontage des circuits financiers, a ouvert de nouvelles pistes à la contestation du capital financier. Si l'objectif des grandes banques consiste à rendre ses capitaux plus mobiles – ce qui suppose un long travail de fluidification des actifs financiers – celui des militants vise, au contraire, à bloquer cette circulation, en construisant un front unique de la grève de la dette. En analysant ce type de processus de fabrication, puis de démantèlement, la sociologie des mouvements sociaux peut s'appuyer sur l'économie politique pour résoudre son économisme paradoxal et dépasser la déploration d'une « étrange disparition du capitalisme dans les études des mouvements sociaux » (Goodwin et Hetland 2019, p. 82). Enfin, d'un point de vue plus politique, ce qu'enseigne une telle déconstruction du produit financier, c'est qu'il existe un effort de renouvellement de la démocratie économique directe dans un espace de servitude économique devenu central mais qui restait tenu, jusqu'ici, à l'écart des syndicats et des partis.

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY É., 2017, « Les “carrières militantes”. Portée et limites d'un concept narratif », dans *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po (Académique), p. 167-192.
- AGUILAR FERNANDEZ S., FERNANDEZ GIBAJA A., 2010, « El movimiento por la vivienda digna en España o el porqué del fracaso de una protesta con amplia base social », *Revista Internacional de Sociología*, 68, 3, p. 679-704.
- BAILLOT H., 2017, *Nous ne devons rien, nous ne paierons rien : Jubilee 2000 et la redéfinition du mode de problématisation de la dette des pays pauvres (1996-2000)*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1
- BELL D., 1999 [1976], *The coming of post-industrial society: a venture in social forecasting*, Special anniversary ed., New York, Basic Books, 507 p.
- BISSONNETTE J.F., 2018, « Après Occupy Wall Street : construire la solidarité des endettés », *Politique et Sociétés*, 37, 1, p. 103-131.
- BITTMANN S., 2018, « From Loan Sharks to Commercial Banks: Moral Crusades and the Segmentation of the Credit Market in the United States, 1900-1945 », *Revue de la régulation*, 23.
- BURAWOY M., 1982, *Manufacturing consent: changes in the labor process under monopoly capitalism*, University of Chicago Press, Chicago.
- CALHOUN C., 1993, « “New Social Movements” of the Early Nineteenth Century », *Social Science History*, 17, 3, p. 385.
- CARRUTHERS B.G., STINCHCOMBE A.L., 1999, « The social structure of liquidity: Flexibility, markets, and states », *Theory and Society*, 28, 3, p. 353-382.
- CHOUDRY A., 2015, *Learning activism: the intellectual life of contemporary social movements*, Guelph, Ontario, University of Toronto Press, 199 p.
- COBB R.W., ELDER C.D., 1983, *Participation in American politics: the dynamics of agenda-building*, 2nd ed, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 196 p.
- COMBES H., 2011, *Faire parti : trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 452 p.
- COUDROY DE LILLE L., VAZ C., VORMS C., 2013, *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970. La ville, la démocratie et le marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- DELLA PORTA D., 2015, *Social movements in times of austerity: bringing capitalism back into protest analysis*, Cambridge, UK ; Malden, MA, Polity, 249 p.

- DEVILLE J., 2016, « Debtor publics: tracking the participatory politics of consumer credit », *Consumption Markets & Culture*, 19, 1, p. 38-55.
- DUBUISSON-QUELLIER S., 2018, *La consommation engagée*, Paris, SciencesPo, 154 p.
- ELLUL J., 2011 [1971], *De la révolution aux révoltes*, Paris, Table ronde, 508 p.
- FABOZZI F.J., MODIGLIANI F., 1992, *Mortgage and mortgage-backed securities markets*, Boston, Mass, Harvard Business School Press, 341 p.
- FOSTER J.B., MAGDOFF F., 2009, *The great financial crisis: causes and consequences*, New York, Monthly Review Press, 160 p.
- FREDERIKSEN D.M., 1894, « Mortgage banking in America », *J. Polit. Econ*, 2(2):203-34
- GONICK, S., 2015, *At the Margins of Europe: Homeownership, Inclusion, and Protest in Contemporary Madrid*, UC Berkeley, Berkeley
- GOODWIN J., HETLAND G., 2013, « 3. The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies », dans BARKER C., COX L., KRINSKY J., NILSEN A.G. (dirs.), *Marxism and Social Movements*, BRILL.
- GRAEBER D., 2013, *Dettes : 5000 ans d'histoire*, Paris, Éditions les Liens qui libèrent.
- GUERIN I., 2011, « Les effets insoupçonnés de la microfinance », *Travail, genre et sociétés*, 25, 1, p. 61-79.
- HO K.Z., 2009, *Liquidated: an ethnography of Wall Street*, Durham, Duke University Press, 374 p.
- HULSEY J., « No one's home. La bureaucratie financière et la force du langage », in HIBOU, B. (dir.), 2013, *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte, 324 p.
- IMF, 2009, « Restarting Securitization Markets: Policy Proposals and Pitfalls », in *Global Financial Stability Report*, World Economic and Financial Surveys, Washington.
- JASPER J.M., POULSEN J.D., 1995, « Recruiting Strangers and Friends: Moral Shocks and Social Networks in Animal Rights and Anti-Nuclear Protests », *Social Problems*, 42, 4, p. 493-512.
- KRIGE P., 2011, *Power, identity and agency at work in the popular economies of Soweto and Black Johannesburg*, PhD of Philosophy, University of Witwatersrand
- KRIPPNER G.R., 2012, *Capitalizing on crisis: the political origins of the rise of finance*, First Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts London, England, 222 p.
- LACAN L., LAZARUS J., PERRIN-HEREDIA A., PLOT S., 2009, « Vivre et faire vivre à crédit : agents économiques ordinaires et institutions financières dans les situations d'endettement », *Sociétés contemporaines*, 76, 4, p. 5.
- LAPAVITSAS C., 2013, *Profiting without producing: how finance exploits us all*, London ; New York, Verso, 393 p.
- LAZZARATO M., 2011, *La fabrique de l'homme endetté: essai sur la condition néolibérale*, Paris, Amsterdam, 123 p.
- LEWIS M., 2010, *Liar's poker*, Norton.
- LIPUMA E., 2017, *The social life of financial derivatives: markets, risk, and time*, Durham, Duke University Press, 403 p.
- LOPEZ HERNANDEZ I., RODRIGUEZ LOPEZ E., 2010, *Fin de ciclo: financiarización, territorio y sociedad de propietarios en la onda larga del capitalismo hispano (1959-2010)*, Madrid, Traficantes de Sueños.
- MATHIEU L., 2007, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 1, p. 131-151.
- MATONTI F., POUPEAU F., 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 5, p. 4-11.
- FILLIEULE O., MAYER N., 2001, « Devenir Militant. Introduction », *Revue française de science politique*, p. 19-25.
- MCADAM D., 1999 [1982], *Political process and the development of Black insurgency, 1930-1970*, 2nd ed, Chicago, University of Chicago Press, 304 p.
- MCCARTHY J.D., ZALD M.N., 1977, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 6, p. 1212-1241.
- MCCONNELL J.J., BUSER S.A., 2011, « The Origins and Evolution of the Market for Mortgage-Backed Securities », *Annual Review of Financial Economics*, 3, 1, p. 173-192.
- MENDEZ R., ABAD ARAGON L., PLAZA TABASCO J., 2014, « Geografía de las ejecuciones hipotecarias en España », *Estudios - Fundación 1 de Mayo*, juin 2014.

- NASARRE-AZNAR S., SIMON-MORENO H., 2017, « Compilación de artículos jurídicos sobre la principales cláusulas abusivas en préstamos hipotecarios », ADICAE.
- NEZ H., 2015, *Podemos : De l'indignation aux élections*, Paris, Les petits matins.
- OWEN N., 2019, *Other people's struggles: outsiders in social movements*, First Edition, New York, Oxford University Press, 1 p.
- PALOMERA J., 2014, « How Did Finance Capital Infiltrate the World of the Urban Poor? Homeownership and Social Fragmentation in a Spanish Neighborhood: Homeownership and social fragmentation in a Spanish neighborhood », *International Journal of Urban and Regional Research*, 38, 1, p. 218-235.
- PAREJA EASTAWAY M., VARO I.S.M., 2002, « The Tenure Imbalance in Spain: The Need for Social Housing Policy », *Urban Studies*, 39, 2, p. 283-295.
- PASSERON J.-C., 1991, *Le raisonnement sociologique: l'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan (Collection essais & recherches Série sciences sociales), 408 p.
- PAVARD B., 2012, « Quand la pratique fait mouvement. La méthode Karman dans les mobilisations pour l'avortement libre et gratuit (1972-1975) », *Sociétés contemporaines*, 85, p. 43-63.
- PECHU C., 2001, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, p. 73-103.
- PEREZ QUINTANA, V., SANCHEZ LEON, P. (dirs.), 2008, *Memoria ciudadana y movimiento vecinal: Madrid, 1968-2008*, Madrid, Libros de la Catarata (Colección investigación y debate), 418 p.
- RAVELLI Q., 2017, *Bricks*, long-métrage documentaire, Survivance.
- RAVELLI Q., 2019, « Debt struggles: How financial markets gave birth to a working-class movement », *Socio-Economic Review*, mwz-033.
- RAWLS J., 1987, « The Idea of an Overlapping Consensus », *Oxford Journal of Legal Studies*, 7, 1, p. 1-25.
- ROIBÁS MILLÁN I., 2014, « Securitization in Spain: Past Developments and Expected Future Trends », Spain Economic Watch, BBVA Research
- ROSS A., 2014, *Creditocracy and the case for debt refusal*, S.L., OR Books.
- SAWICKI F., SIMEANT J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant », *Sociologie du travail*, 51, 1, p. 97-125.
- SNOW D.A., ROCHFORD E.B., WORDEN S.K., BENFORD R.D., 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51, 4, p. 464.
- STANLEY, J., & Goodwin, J. (2013). *Political Economy and Social Movements*. In D. Snow, D. D. Porta, B. Klandermans, & D. McAdam (Eds.), *The Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements* Oxford: Blackwell
- STEINER, P. et TRESPÉUCH, M. (dir.), 2014, *Marchés contestés : quand le marché rencontre la morale*, Toulouse, Univ. du Mirail, 342 p.
- TISSOT, S. (dir.), 2005, *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM (Sociologie et sciences sociales), 282 p.
- TOURAINÉ A., 1978, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 309 p.
- TOUSSAINT E., 2017, *Le système dette : histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Paris, Les Liens qui libèrent, 333 p.
- WILLIAMS H.L., 1996, *Planting trouble: the Barzón Debtors' Movement in Mexico*, San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies, Univ. of California, 53 p.
- ZALOOM C., 2019, *Indebted: student loans, fragile families, and the future of the middle class*, Princeton, NJ, Princeton University Press.